

pays, nous devons répliquer aux communistes par une action collective, notamment, quand elle peut être efficace, par une action militaire collective; voilà ce que nous faisons en Corée. Ce que nous combattons en Corée et ce qu'il nous faudra peut-être combattre dans d'autres parties du monde, c'est ce que William Pitt le jeune appelait "des opinions armées", mais des opinions armées qui se sont exprimées par l'agression armée. J'espère donc que l'on comprendra maintenant ce que j'entends quand je dis que l'objectif des Nations Unies en Corée n'est pas de combattre par les armes le communisme en tant qu'idée. Notre objectif est de résister avec succès à l'agression communiste et, par ce moyen, empêcher, nous l'espérons, une troisième guerre mondiale.

Quant au point que le député de Vancouver-Quadra (M. Green) a soulevé, je conclus en disant: que pouvons-nous faire au sujet de la situation existant en Corée? Si nous ne prenons pas d'autres moyens, comment pouvons-nous espérer remporter la victoire? Pour le moment, on vante l'avantage de deux méthodes. Voilà certes à quoi se résume le grand débat. D'un côté, on prétend qu'une victoire militaire complète est indispensable et qu'on peut la remporter en permettant le bombardement de la Chine, en imposant un blocus naval et en utilisant en dehors de Formose les forces nationalistes chinoises. Je ne tiens pas à répéter ici pourquoi, à mon sens, une telle ligne de conduite constituerait une grave erreur. Je soutiens, toutefois, qu'une telle décision ne mettrait pas fin à la guerre en Corée mais pourrait, au contraire, transformer une intervention restreinte en un conflit sans limite. Cela aurait pour effet d'entraîner l'U.R.S.S. dans la guerre; sinon, toujours selon mon point de vue, cette décision nous entraînerait sûrement dans une guerre continentale totale avec 450 millions de Chinois. Je ne crois pas que ce soit la meilleure façon de mettre fin à la guerre en Corée. Ce serait certainement prendre de grands risques que de recourir à ce genre d'intervention restreinte avec l'espoir qu'elle terminerait la guerre coréenne sans dégénérer en une intervention illimitée, en cas d'échec, ou sans provoquer l'intervention d'autres pays.

M. Green: Puis-je poser une question au ministre?

L'hon. M. Pearson: Oui.

M. Green: Le ministre conteste-t-il que sa politique équivaut à demander aux soldats canadiens de se battre en Corée, une main liée derrière le dos? (*Exclamations*)

Une voix: Quelle stupide question!

[L'hon. M. Pearson.]

L'hon. M. Pearson: Non, monsieur l'Orateur, telle n'est pas ma méthode; ce n'est certes pas la politique du Gouvernement ni d'aucun autre gouvernement qui a des troupes en Corée.

M. Knowles: Ni des Nations Unies.

L'hon. M. Pearson: Ce n'est pas non plus la ligne de conduite des Nations Unies. Il peut se faire, qu'en dépit de tous nos efforts, nous ne réussissions pas à éviter une troisième guerre mondiale. Il se peut que le conflit s'étende à la Chine continentale. Le conflit peut s'étendre indépendamment de notre volonté. S'il se généralise, cependant, que d'autres que nous assument la responsabilité de la terreur, de l'angoisse et de la dévastation qu'il entraînera.

M. Green: C'est une politique de la peur.

Des voix: Règlement!

L'hon. M. Pearson: C'est l'opinion qu'en a le député: une politique de la peur. A mes yeux, c'est une politique de paix, qui tient compte des faits. Quelle autre ligne de conduite adopter? Que les troupes des Nations Unies continuent d'infliger à l'agresseur de lourdes pertes, comme en ce moment, tout en évitant toute mesure non essentielle du point de vue militaire qui pourrait favoriser la propagation du conflit.

Comme je l'ai signalé il y a quelques jours ici même, rien n'indique encore que les communistes de Chine soient disposés à entamer des pourparlers. Je ne puis croire, toutefois, que le gouvernement chinois de Pékin se soucie si peu de l'intérêt national des Chinois qu'il continue indéfiniment à subir les lourdes pertes que nous infligeons à ses troupes. Il faut donc espérer qu'un jour les Chinois se rendront compte que l'agression perpétrée contre la Corée, à laquelle ils ont pris part, sert les intérêts de la Russie et non de la Chine.

Si ce moment arrive, ils seront peut-être disposés à entamer des pourparlers en vue du règlement de la question coréenne, de même que d'autres questions relatives à l'extrême Orient. Les Nations Unies seront prêtes alors à entamer des négociations, comme elles le sont aujourd'hui et comme elles l'ont fait savoir à maintes reprises, surtout par la voie de l'Assemblée générale quand celle-ci a adopté à une majorité écrasante la déclaration de principes énoncée par la commission des Nations Unies pour la cessation des hostilités. Je n'ai, je le crains, aucune autre réponse à offrir au député de Kootenay-Ouest (M. Herridge) qui a soutenu, au nom de son parti, qu'il était opportun de tenter un autre effort en vue de régler la question de Corée par voie de négociations.